

vivre simplement

par Meenakshi Raman



Les réponses à la crise internationale des changements climatiques — provoquée par une surconsommation intenable de combustibles fossiles, en particulier au Nord — sont pour le moment très insuffisantes. S'il s'agit bien de l'un des problèmes essentiels de ce siècle, seules des mutations fondamentales peuvent en venir à bout.

Les communautés pauvres et vulnérables des pays en développement — les moins responsables des changements climatiques — sont celles qui sont le plus durement touchées par les incidences de ces changements et par les mauvaises solutions encouragées pour leur faire face. Nous sommes ici confrontés à un problème de développement, de droits de l'homme et de justice. Les pays qui portent la plus lourde responsabilité dans les émissions continues de gaz à effet de serre sont suffisamment riches pour agir et doivent le faire. La consommation inéquitable de ressources par le Nord et son exploitation des ressources du Sud ont conduit à une dette écologique qui doit être remboursée.

D'après les scientifiques, si l'on veut éviter les incidences les plus dangereuses de ce phénomène, l'augmentation moyenne des températures au niveau planétaire doit être maintenue bien en deçà de 2 degrés centigrades par rapport aux niveaux préindustriels. Cela implique que la concentration à long terme d'émissions de gaz à effet de serre ne peut dépasser 450 ppm d'équivalent CO₂ – encore que, même à ce niveau, des pays, des communautés et des espèces subiront des effets catastrophiques.

Les études scientifiques donnent aussi à penser que la production mondiale de gaz à effet de serre doit être au moins diminuée de moitié d'ici au milieu du siècle par rapport à ses niveaux de 1990. Il doit donc y avoir un accord sur les principes d'un « partage de la charge » entre le Nord et le Sud. Les réductions les plus marquées doivent être réalisées par les pays développés, une charge moins importante pesant sur les pays en développement.

Il est clairement insuffisant, par exemple, que les pays développés réduisent leurs émissions de 60 à 80 % dans le cadre d'une réduction mondiale de 50 % d'ici à 2050. Examinons, comme l'a fait le Réseau Tiers monde, ce que cela signifierait dans la pratique pour le Sud. En 1990, le monde produisait 38,6 milliards de tonnes de dioxyde de carbone; une réduction de moitié ramènerait ce chiffre à 19,3 milliards. La part initiale du Nord dans cette production était juste un peu inférieure à la moitié, soit 18,4 milliards de tonnes, et une réduction de 70 % ramènerait cette production à 5,5 milliards. Cela laisserait aux pays en développement un objectif de 13,8 milliards, soit 33,3 % de moins que leur niveau de 1990, qui était de 20,4 milliards de tonnes. Cependant, étant donné que la population de ces pays doit plus que doubler sur cette même période, leurs émissions par habitant devront être réduites de 65 %.

Un débat public doit être engagé pour déterminer si une telle réduction est juste et si elle doit être entreprise. Compte tenu de la responsabilité historique du Nord — et de la qualité de vie qu'il a atteint au détriment de l'atmosphère et de l'environnement du Sud — c'est à lui qu'il appartient de faire face aux conséquences de ce qui semble être une charge injuste pour les pays en développement.

La question essentielle est de savoir si, et comment, nous pouvons dégager des options de développement durable pour les pays en développement qui conduisent non seulement à la stabilisation des émissions des gaz à effet de serre mais aussi au relèvement des niveaux de vie et à la réduction de la pauvreté. Ces nouveaux modes de développement devront aussi favoriser de nouvelles politiques agricoles, industrielles, commerciales et financières.

L'enjeu est colossal et ne doit pas être sous-estimé. A cet égard, les prévisions selon lesquelles des dépenses représentant entre 1 et 3 % du PNB suffiraient à régler le problème sont irréalistes. Beaucoup plus de travaux et d'efforts sont nécessaires pour montrer comment les pays en développement peuvent simultanément passer à une société à faibles émissions de carbone et s'engager sur la voie du développement durable.

Pour qu'un tel progrès soit possible, les mesures suivantes sont indispensables.

Les pays développés doivent d'urgence réduire de manière spectaculaire leurs émissions, pour laisser aux pays en développement la marge de manœuvre voulue pour qu'ils puissent instaurer un développement durable, répondre aux besoins fondamentaux de leur population et surmonter la pauvreté. Il faut donc s'attaquer de front à la question des modalités du partage de la charge.

Une transformation des modes de vie est nécessaire, en particulier au Nord et parmi les classes aisées du Sud. Il n'est pas suffisamment prêté attention à cette question

fondamentale; pourtant, le Sommet de la Terre tenu à Rio en 1992 avait souligné la nécessité de changer les modes de consommation et les systèmes de production. La position selon laquelle les modes de vie des riches ne sont pas négociables est indéfendable face à l'ampleur des enjeux. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) déclare à ce propos, dans son quatrième rapport d'évaluation, que seule une transformation des modes de vie et de consommation peut réduire les émissions de gaz à effet de serre. Cette évolution doit viser avant tout à conserver les ressources et contribuer à une économie à faibles émissions de carbone, qui soit à la fois équitable et durable. Nous devons vivre simplement, pour que d'autres puissent tout simplement vivre.

Les pays en développement doivent être rapidement dotés des moyens nécessaires pour s'engager sur la voie d'une croissance à faibles émissions de carbone et les financements et technologies indispensables doivent leur être fournis. Il doit y avoir une augmentation massive des transferts de fonds publics et de ressources du Nord vers le Sud, et pas seulement, comme on le prône actuellement, un simple recours au secteur privé et aux marchés du carbone pour générer les financements supplémentaires voulus pour faire face aux coûts de l'atténuation, de l'adaptation et de la reconstruction. Des ressources peuvent être mobilisées en redéployant les dépenses militaires, en annulant des dettes, en redistribuant les gains des enchères de quotas d'émission, et en augmentant les prélèvements et les taxes.

Les obstacles, tels que les droits de propriété intellectuelle, qui s'opposent au transfert de technologies favorables au climat et à leur déploiement dans les pays en développement doivent être supprimés ou du moins assouplis. Les solutions technologiques proposées par certains — comme l'énergie nucléaire, les arbres génétiquement modifiés (pour une prétendue amélioration des espèces), les biocarburants, les grandes centrales hydroélectriques, et le piégeage et le stockage du carbone, sont mauvaises car elles comportent des risques graves pour l'environnement ainsi que pour la santé et la sécurité et pourraient avoir de nombreuses incidences sociales.

Il faudrait mettre davantage l'accent sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire et l'énergie éolienne. Des formes décentralisées de production d'énergie, maîtrisables notamment par les pauvres des zones rurales des pays en développement, sont indispensables.

Les efforts d'adaptation doivent bénéficier aux pauvres et préserver les écosystèmes, les moyens d'existence et la sécurité des personnes. Les projets communautaires sont la meilleure façon d'assurer que ces efforts sont appropriés du point de vue technique, culturel et social et qu'ils renforcent la résilience face aux changements climatiques.

Les programmes de protection des forêts doivent respecter les droits des communautés et les droits fonciers des populations autochtones et des autres populations locales, interdisant toute action qui tend à exclure des zones de conservation les communautés autochtones dépendantes des forêts. L'impuissance à empêcher cette exclusion peut être assimilée à une sorte de « racisme environnemental » et met en péril des pratiques de conservation culturelles très élaborées.

Par-dessus tout, il faut que les politiques de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale soient cohérentes du point de vue climatique. Car souvent la politique de ces organisations favorise la vulnérabilité climatique et nuit à la capacité d'adaptation des pays en développement. Des politiques mercantilistes défavorables au développement durable sont mises en œuvre par le biais des institutions financières internationales qui assortissent l'aide de conditions, par le biais de l'OMC et par le biais des Accords de libre-échange destinés à ouvrir les économies des pays en développement.

Comment les pays en développement pourraient-ils accorder la priorité à l'intégration des changements climatiques dans les politiques nationales alors même que des mesures internationales exacerbent la pauvreté et l'inégalité, notamment en déplaçant les petits agriculteurs et les petites entreprises et en donnant à de puissantes entreprises étrangères accès aux ressources naturelles? Ce processus doit être inversé, ce qui exigera aussi de la cohérence dans les politiques des pays développés.

Les ONG communautaires des pays en développement continueront de faire tout ce qu'elles peuvent pour renforcer la détermination de ces pays à donner la priorité aux changements climatiques. Mais cela ne se matérialisera que si les politiques internationales sont conçues pour compléter les efforts nationaux. Si tous les problèmes mentionnés plus haut sont réglés de façon satisfaisante, des politiques et comportements plus compréhensifs pourront être attendus du Sud. 